

**M. Bill Blaikie, député (Winnipeg-Transcona)**

Je suis heureux de répondre à la déclaration faite aujourd'hui par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sur la nouvelle politique du gouvernement face à l'Indochine.

Nous, du Nouveau Parti démocratique, nous réjouissons de la décision annoncée aujourd'hui par le gouvernement d'accorder au Cambodge, au Viêt-nam et au Laos des fonds pour l'aide au développement qui seront administrés par l'ACDI. Il s'agit là d'un geste positif qui sera bien accueilli par les organismes non gouvernementaux (ONG) qui réclament depuis longtemps une aide accrue pour la région.

Nous sommes également heureux de constater que le gouvernement du Canada reconnaît le gouvernement de Hun Sen comme étant un interlocuteur légitime sur la scène politique cambodgienne. La reconnaissance de l'amélioration sensible de la situation des droits de la personne au Cambodge depuis l'arrivée au pouvoir de Hun Sen marque également un virage positif dans la politique canadienne envers ce pays.

Je crois cependant nécessaire de m'arrêter à certains éléments révisionnistes que le secrétaire d'État a cru bon de glisser dans sa déclaration d'aujourd'hui. M. Clark a notamment déclaré ce qui suit :

«Sur la question du Cambodge, le Canada a toujours prétendu qu'il fallait à tout jamais empêcher les Khmers rouges de reprendre le pouvoir.»

Il s'agit là d'une affirmation difficile à accepter, étant donné que le gouvernement actuel a reconnu la légitimité de la coalition dirigée par les Khmers rouges comme porte-parole du Cambodge auprès des Nations Unies. Le soutien diplomatique que le gouvernement a accordé au régime khmer rouge a été, pour le moins que l'on puisse dire, immoral. On peut également déplorer que, pendant la même période, il ait refusé de traiter avec le gouvernement de Hun Sen.

Donc, nous approuvons la décision annoncée aujourd'hui par le gouvernement, mais je me sens obligé de demander pourquoi il a fallu si longtemps. Pourquoi a-t-il fallu tant de temps pour que le gouvernement du Canada reconnaisse le régime de Hun Sen, étant donné les rapports sur la popularité de ce régime et sur sa bonne administration qu'il recevait depuis un certain temps déjà? Pourquoi le gouvernement du Canada a-t-il tant tardé à accorder une aide humanitaire au Cambodge et au Viêt-nam, ces pays étant depuis longtemps dans une situation économique désespérée et ayant depuis longtemps un urgent besoin d'aide humanitaire?

Pour ce qui est de l'aide, nous espérons, compte tenu de la très grave crise économique qui sévit dans la région, qu'elle suffira et que, en plus de l'aide humanitaire, des programmes à long terme d'aide au développement seront mis en oeuvre.

En outre, il est maintenant temps d'oeuvrer pour réintégrer le Viêt-nam dans la communauté internationale. Le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge l'an dernier s'est déroulé comme prévu, et ce geste a certainement bien disposé les autres nations envers l'État vietnamien.

Le Nouveau Parti démocratique se réjouit des récents progrès enregistrés sur la scène diplomatique internationale dans le dossier de l'Indochine. La proposition australienne est encourageante, tout comme l'acceptation, par la Chine, d'un processus auquel participe l'ONU. Peut-être pourrions-nous reprendre le processus suivi en Namibie puisqu'il a alors été prouvé que l'intervention des Nations Unies pouvait aider à restaurer la paix et la démocratie.

J'exhorte le gouvernement du Canada à donner de la substance à ses belles paroles et à faire la preuve de son engagement en faveur de la paix en jouant un rôle actif et déterminant dans le processus enclenché pour que la population du Cambodge, qui mérite tant de connaître la paix, puisse la vivre dans un avenir très rapproché.